

3€

regards

N°41/MARS 2014

MUNICIPALES
LES DESSOUS
DU VOTE

AUTO PORTRAIT
MYRIAM MARTIN

VALLS ET PHILIPPOT
SONT SUR
UN PLATEAU...

LA CGT
QUESTIONS
D'AVENIR



Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Benoît Borrits, Sophie Courval,
Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Aline Pénitot,
Emmanuel Riondé, Marion Rousset,
Catherine Tricot, Nathanaël Uhl

Secrétariat de rédaction
Sophie Courval

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

SOMMAIRE N°41

p.4 Autoportrait
Myriam Martin

p.8 Dossier
CGT, questions d'avenir

p.18 Isabelle Lorand
Border l'écoute

p.20 Utopies concrètes
Braddock America

p.23 L'opinion au scalpel
«Les électeurs FN pensent
que la politique se fait sans
eux» Entretien avec
Jean-Daniel Levy

p.26 Sur un plateau
Valls et Philippot
sont sur un plateau...

p.38 Leila Chaibi
Une vraie gauche
qui a la patate

L'UMP EN CALE SÈCHE

Normalement, les élections municipales de mars 2014 devraient se traduire par une sévère défaite pour le Parti socialiste. Normalement, l'UMP, principal parti d'opposition, devrait être le grand gagnant et garnir son escarcelle de nombreuses villes. Une règle bien établie veut que le pouvoir en place soit lourdement sanctionné lors des municipales, *a fortiori* quand il atteint des sommets d'impopularité (17 % d'opinions favorables selon la Sofres). Depuis plus de 35 ans, le scénario se répète tel un métronome : 160 villes de plus de 30 000 habitants gagnées par la gauche en 1977 et 140 en 2008, quand la droite en a gagné 111 en 1983 et 126 en 2001. L'affaire pourrait être entendue, oui mais voilà, rien n'est moins sûr tant la situation de l'UMP paraît désastreuse.

Loin de caracoler en tête des sondages, l'UMP ne bénéficie que d'une opinion favorable à peine supérieure à celle du PS (31 % contre 29 %). Confronté à une crise de projet, de leadership et à une crise morale liée à la multiplication des affaires, le parti de Jean-François Copé semble incapable de profiter de la situation.

Il y d'abord l'omni-absence de Nicolas Sarkozy, ce retraité qui ne part pas et qui ne rêve que de retour. En ne choisissant ni de rester aux affaires de la droite ni de prendre du champ, l'ancien Président est devenu un facteur de blocage pour son propre camp et empêche toute discussion sur le bilan de la défaite. Les révélations des écoutes réalisées par l'ex-conseiller Buisson et la

sarabande infernale des affaires éclairent sous un jour particulièrement cru la nature du quinquennat Sarkozy.

La radicalisation d'une partie de la droite dans un processus de Tea parti à la française est une autre source de difficultés. Sur le fond ce phénomène traduit une évolution politique inquiétante mais, à cette étape, il conduit surtout à une fragmentation de l'UMP. La formation de l'UDI qui rassemble désormais l'essentiel de la famille centriste traduit ce processus d'éclatement.

Dans cette situation, le Front national est en capacité d'empêcher la droite de conquérir certaines villes, voire de permettre le basculement à gauche de certains bastions conservateurs (Marseille ?). Cette éventualité, si elle avait une certaine ampleur, contribuerait à dynamiter les digues qui subsistent entre une partie de la droite et l'extrême droite. C'est le pari redoutable de Marine Le Pen.

Et puis il y a l'inimitable Copé, zélateur assumé des pires turpitudes de la sarkozie. À ses exploits lors de l'élection du président de l'UMP et l'arrivée en lice de la fameuse Cocoe est venue s'ajouter la suspicion d'escroquerie de son propre parti lors de l'élection présidentielle. Il devrait être le rassembleur de la droite, il contribue à la diviser et à l'affaiblir chaque jour un peu plus.

Lors des municipales à venir, si le rejet de la politique gouvernementale l'emporte, la crise de la droite sera alors contenue au moins provisoirement. Si tel n'est pas le cas, les tentations centrifuges seront fortes et des reclassements d'ampleur s'opéreront. Pas sûr que ce soit pour le meilleur.

← GUILLAUME LIÉGARD

AUTO PORTRAIT

Myriam Martin

répond à notre questionnaire de Proust



Née le 17 mars 1968 à Lavelanet (Ariège)



Porte-parole d'Ensemble !

Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire

Ma vertu préférée

L'honnêteté, celle qui me permet d'être fidèle à moi-même et d'être fidèle aux autres.

Ce que j'apprécie le plus chez mes ami-e-s

Leur franchise et leur sollicitude, j'apprécie les deux parce que je sais que ceux et celles francs et franches avec moi sont mes ami-es. Et je sais que la sollicitude exprime l'affection partagée.

Mon principal défaut

L'impatience ! Mais j'apprends à être moins exigeante, et c'est mieux pour mon entourage !

Mon occupation préférée

J'en ai beaucoup et peu de temps pour m'y consacrer, dessiner, peindre, écrire (de la poésie), lire, mes balades nature avec mes deux hommes...

Mon rêve de bonheur

Je l'ai peut-être atteint, l'amour.

Ce que je voudrais être

Un bon professeur, en tout cas j'essaie !

Le pays où je désirerais vivre

Ce n'est pas un pays mais mon petit pays au pied de mes Pyrénées natales. Si j'y retourne m'y ressourcer parfois, peut-être un jour irai-je m'y réfugier définitivement.

Ma couleur préférée

Le rouge, ce n'est pas original certes, mais c'est une couleur lumineuse !

La fleur que j'aime

Le myosotis et le narcisse, des fleurs sauvages qu'il ne faut pas ramasser !

Mes auteurs favoris en prose

Toni Morisson et Marie N'diaye, deux écrivaines hors norme !

Mes héros dans la fiction

Il y en a beaucoup ! Un des derniers que j'affectionne particulièrement se nomme Dave Robicheaux, c'est un flic cajun dans les romans de James Lee Burke. Son humanité, immense, est bouleversante.

Mes héroïnes favorites dans la fiction

Petite j'étais folle de Fantomette ! Cette petite fille intrépide toujours en quête de justice et qui n'avait pas peur d'affronter des plus forts qu'elle ! J'aime bien aussi Suzanne figure féminine emblématique du *Mariage de Figaro* de Beaumarchais : insolente, elle se révolte contre les injustices faites aux femmes.

Mes héros dans la vie réelle

Les anonymes du quotidien, tous ceux et toutes celles rencontrés dans les combats de tous les jours depuis que je milite.

Mes héroïnes de l'histoire

En ces temps de 8 mars, j'ai envie de citer Clara Zetkin, révolutionnaire et féministe allemande à l'origine de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Alors que nous rendons hommage à Manouchian et à ses camarades, on oublie trop souvent Olga Bancic, militante communiste, juive et roumaine, membre de l'équipe Manouchian, et décapitée à Stuttgart en mai 1944.

Ce que je déteste par-dessus tout

L'individualisme, l'orgueil, les deux

mamelles de la bêtise humaine.

Personnages historiques que je méprise le plus

Edouard Daladier, président du conseil du gouvernement radical en 1939.

Le premier gouvernement à ouvrir des camps de concentration sous la IIIe République pour parquer les réfugiés espagnols fuyant le franquisme.

Mon grand-père a fait parti « des pensionnaires » de ces camps de la honte, à Argelès (Pyrénées Orientales)

La réforme que j'estime le plus

Les congés payés ! Quelle réforme extraordinaire que ces congés : reconnaître le droit au repos, et rémunéré de surcroît, une des plus belles conquêtes sociales !

Les fautes qui m'inspirent le plus d'indulgence

Les fautes de jeunesse ! Le problème c'est de savoir quand s'arrête la jeunesse !

Ma devise

Un extrait plus qu'une devise de Condorcet dans *Sur l'admission des femmes au droit de cité* : « *Ou aucun individu de l'espèce humaine n'a de véritables droits, ou tous ont les mêmes ; et celui qui vote contre le droit d'un autre, quels que soient sa religion, sa couleur ou son sexe, a dès lors abjuré les siens.* »

Mon état d'esprit actuel

Le pessimisme de la raison, l'optimisme de la volonté !

CHAQUE JOUR + CHAQUE MOIS + CHAQUE SAISON
REGARDS.FR + E-MENSUEL + TRIMESTRIEL
ABONNEZ-VOUS

À retourner à Regards, 5, Villa des Pyrénées, 75020 Paris

PRÉNOM :

NOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

VILLE :

TÉLÉPHONE :

EMAIL :

60 € : Les 4 magazines + les 11 e-mensuels
+ l'accès aux espaces réservés aux abonnés sur regards.fr
(archives+dossier...)

Choisissez votre tarif

- ☐ 40 € tarif étudiants-chômeurs
☐ 60 €
☐ Abonnement de soutien

montant à préciser :

€

Choisissez votre rythme

- ☐ en une fois
☐ par trimestre
☐ par mois

**Choisissez votre moyen
de paiement**

- ☐ par chèque
☐ par carte bancaire
(remplir le bulletin
ci-dessous)

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-dessous. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend avec le créancier.

N° national
d'émetteur
484326

VOS NOM, PRÉNOM ET ADRESSE

Nom et adresse du créancier
LES ÉDITIONS REGARDS
5 Villa des Pyrénées 75020 Paris

COMPTE À DÉBITER

Code d'établissement Code guichet Numéro de compte CLé RIB

Nom et adresse de votre banque
ou de votre centre CCP

Date

Signature

JOINDRE UN RIB OU UN RIP

À retourner à Regards, 5, Villa des Pyrénées, 75020 Paris
Téléphone : 09 81 02 04 96

La CGT questions d'avenir

Le nouveau secrétaire de la CGT n'est pas un homme prolix. Quand il s'exprime, ses mots n'en ont que plus de poids. Il l'a fait, sur un site dédié à l'économie. Décryptage des enjeux cégétistes...

Dans un long entretien publié sur le site du *Nouvel Économiste*¹, le secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon, énonce ses conceptions des enjeux économiques et sociaux contemporains. Il marque ses nettes distances à l'égard des choix officiels, patronaux et gouvernementaux, dérégulation et baisse de la masse salariale. Au détour d'une question, il pousse plus loin sa conception de la mission syndicale.

« Il n'existe à la CGT aucune opposition de principe face au patronat. L'entreprise est une communauté composée de dirigeants et de salariés – là encore, je regrette que les actionnaires fassent figures d'éternels absents – et ces deux populations doivent pouvoir réfléchir et agir ensemble dans l'intérêt de leur communauté. Sur ce plan, il est évident que le pragmatisme syndical s'impose. »

1. lenouveleconomiste.fr, 19 février 2014

UN SYNDICALISME FRANÇAIS ORIGINAL

Au-delà de propos par ailleurs combatifs, une déclaration de ce type ne manquera pas de susciter des débats passionnés au sein de la vieille centrale française. Thierry Lepaon veut insister sur les effets délétères, pour les entreprises elles-mêmes, de la dictature de l'actionnaire. Faut-il pour autant parler de « communauté » ? Et quelle conséquence en tirer pour la définition du combat salarial ? Ce débat est bien sûr avant tout celui des adhérents de la CGT. Il ne peut laisser indifférent le corps social tout entier ; il est le bien de toute la gauche.

L'histoire syndicale française est originale. Pendant longtemps, la CGT a été l'expression principale de la revendication ouvrière puis salariale. À la différence de ce qui s'est passé dans l'Europe du Nord et du Nord-Ouest, le syndicalisme se développe en France de façon distincte du

La CGT incarne donc, pendant quelques décennies, un syndicalisme qui se définit comme étant à la fois « de classe et de masse »

socialisme. Jusqu'au début du xx^e siècle, l'essor se fait sous les auspices d'une tradition très radicale, influencée par la tradition anarchiste: c'est le temps du « syndicalisme révolutionnaire », que ses critiques baptisent volontiers « anarcho-syndicalisme ». Dès la veille de la Première Guerre mondiale, ce syndicalisme indépendant (celui de la Charte d'Amiens de 1906) glisse peu à peu vers des options plus modérées, plus proches de celles du syndicalisme de souche travailliste ou sociale-démocrate.

Mais l'option plus révolutionnaire persiste, de façon séparée. L'entre-deux-guerres installe alors l'existence de deux branches séparées de l'ancienne CGT, dont l'une (qui prend le nom de CGT « unitaire ») est liée au Parti communiste et l'autre (la CGT « confédérée ») se rapproche de la SFIO « maintenue » de Léon Blum. Au départ, la branche « réformiste » s'avère majoritaire dans le monde du travail. Quand la CGT se réunit en 1935, dans

la foulée du Rassemblement populaire, les « confédérés » de Léon Jouhaux dominent les « unitaires » de Benoît Frachon. Mais la dynamique est déjà du côté des seconds, mieux implantés dans les branches expansives et modernes. La Seconde Guerre mondiale ne fait que sanctionner leur accession à la majorité dans la plus grande centrale française du moment.

Après la guerre et la nouvelle scission de 1947, qui voit naître Force ouvrière sous les auspices de la guerre froide et de « l'aide » américaine, la CGT présente une double caractéristique: elle est majoritaire dans le monde du travail, ce dont attestent les élections professionnelles de l'après-guerre; si elle est formellement indépendante de tout parti (différence avec les modèles anglais et allemand), elle est dominée par les militants communistes et ses orientations sont discutées au sein même de la direction communiste. La CGT incarne donc, pendant quelques

décennies, un syndicalisme qui se définit comme étant à la fois « de classe et de masse » et qui est coloré par sa proximité avec un communisme oscillant lui-même entre 20 et 25 % jusqu'à la fin des années 1970.

Structurellement, le courant réformiste de type nord-européen est longtemps minoritaire dans le syndicalisme français. Ce qui n'exclut pas la persistance du rêve « travailliste » au sein de Force ouvrière et de la SFIO, entre 1947 et 1960, puis la tentation d'une symbiose entre la CFDT (issue de la tradition du syndicalisme chrétien) et le « nouveau Parti socialiste » de François Mitterrand. En 1974, les « Assises du socialisme » sont un moment important de cette tentative. Officiellement, elle échoue, les Assises se contentant de permettre l'entrée dans le Parti socialiste de la « seconde gauche », autogestionnaire et proche de la CFDT, qu'incarne alors le PSU de Michel Rocard.

UNE NOUVELLE DONNE SOCIALE

Les vingt dernières années, elles, sont marquées par un triple phénomène : l'érosion du « mouvement ouvrier » et l'affaiblissement structurel général du syndicalisme (phénomène largement européen) ; le recul de la CGT (en adhérents et en voix) et le rééquilibrage du mouvement syndical, même si la CGT conserve nettement la première place aux élections professionnelles ; la désagrégation des liens entre la CGT

La CGT résiste mieux que le PCF ; elle n'en est pas moins affectée par la rétraction.

et le PCF, lui-même en déclin électoral continu. La force du communisme français tenait à ce que le parti était au cœur d'une galaxie incluant le syndicalisme, des associations actives et un réseau municipal élargi. Paradoxalement, c'est du côté du couple PCF-CGT que s'est situé l'équivalent fonctionnel français des grandes social-démocraties à l'anglo-saxonne, mais dans une dynamique portée vers la rupture sociale. La « galaxie » s'est défaite. Le syndicalisme incarné par la CGT en est à la fois plus libre... et plus solitaire. La CGT résiste mieux que le PCF ; elle n'en est pas moins affectée par la rétraction. Sa place sociale est réelle ; elle est toutefois en jeu.

Le dilemme du premier des syndicats français est de ce fait redoutable. Le syndicalisme français confédéral est plus diversifié que jamais. Force ouvrière incarne une voie particulière, combinant le pragmatisme d'une organisation qui a fait longtemps de la négociation sa

La base de l'indépendance, c'est le projet; or il n'est aujourd'hui réaliste que s'il est alternatif.

marque de fabrique et la radicalité quasi corporative d'un discours centré sur la défense intransigeante des statuts anciens. Depuis son « recentrage » amorcé à la fin des années 1970, la CFDT a pris la place naguère occupée par Force ouvrière d'un syndicat de compromis, à la recherche de consensus entre patronat et monde du travail, soucieux de « modernisation » et de « fluidité », tout autant que de protection du salariat. Quant à la radicalité historique du monde syndical, elle est reprise par la mouvance originale de Sud-Solidaires, ouvertement inspirée de la pente syndicaliste révolutionnaire de la Charte d'Amiens.

Et la CGT ? Elle incarne de façon forte la combativité et souvent la colère. Pas une manifestation revendicative, pas une action d'entreprise sans l'omniprésence du sigle CGT. Mais la combativité, même sur le plan syndical ne suffit pas à définir l'utilité, qui se situe toujours du côté de la capacité concrète à améliorer les choses. Quand la tendance historique était à l'homogénéisation de la classe et à la concertation salariale, quand elle était à l'expansion du « mouvement ouvrier », cette capacité était relativement facile à délimiter. Elle l'est

beaucoup moins quand le temps est à la désindustrialisation, à l'éclatement des statuts et à la dispersion géographique.

La CGT sait, par tradition, que le dynamisme syndical tient à la largeur du spectre que l'on peut mobiliser. Elle sait donc qu'une faiblesse du mouvement syndical français tient à son éparpillement. Elle énonce à partir de là l'exigence de ce qu'elle appelle un « syndicalisme rassemblé ». En cela, elle ne rompt pas avec la tradition ancienne d'une CGT à la fois très identifiée par ses référents « de classe » et capable de rassembler le monde du travail très au-delà de ses frontières mentales et doctrinales. Mais cette CGT agissait dans un environnement où la culture d'une certaine « radicalité » et en tout cas l'univers mental de la « transformation sociale » étaient largement majoritaires à gauche et dans l'espace salarial, ancien et nouveau. Par ailleurs, la CGT a expérimenté les limites d'un syndicalisme plus prompt à dire « non » qu'à énoncer des propositions. La propension contestataire suffisait peut-être à définir une identité positive dans une phase de croissance économique et d'État-providence : l'affirmation pure d'un rapport des forces permettait des

transferts de richesse, de la production et des services vers le monde du salariat. Le bras de fer devient moins efficace dans un système de matrice avant tout financière, où la redistribution générale se tarit en même temps que la sphère publique se rétrécit. Alors le problème politique de la régulation globale et du « système » prend une place de plus en plus déterminante.

AU CŒUR DES CONTRADICTIONS

Dès lors, les difficultés s'épaississent et les questions se multiplient. Dans un monde du travail éclaté, la nécessité d'un « syndicalisme rassemblé » peut apparaître comme stratégique. Mais, qu'il y ait ou non pluralisme des organisations, le syndicalisme est historiquement polarisé entre une culture revendicative plutôt portée vers l'intégration dans le système (sur le modèle nord-européen) et une culture qui, sans négliger les compromis immédiats, est plus attentive à la nécessité de réformes structurelles capables d'asseoir durablement des logiques de développement des capacités humaines. Le « syndicalisme rassemblé » efface-t-il cette polarité ? Assumer la part nécessaire de

« radicalité » est-il incompatible avec le large pluralisme constitutif d'une association professionnelle ?

De même, le passage de la grande croissance keynésienne à la crise systémique n'invalidé pas la part de protestation et de refus propre à toute pratique syndicale (la capacité à dire non au nom des intérêts de groupe). Mais on devine de plus en plus que la lourdeur des blocages oblige, davantage que dans le passé, à adosser le refus de ce qui est et l'alternative des choix que l'on juge possibles. De ce fait, le syndicalisme rassemblé n'est-il pas d'autant plus efficace que l'esprit d'alternative y est plus majoritaire ? Dès lors, comment penser, sur la durée et dans le même mouvement, l'équilibre délicat de la quantité et de la qualité, du nombre et de l'esprit qui le met en mouvement ?

Enfin, la CGT a gagné en quelques années son indépendance complète à l'égard de toute formation politique, quelle qu'elle soit. Toutefois, l'indépendance formelle n'a de portée générale et de durabilité que si elle s'appuie sur un projet syndical alternatif, compatible avec les attentes modernes du monde du travail et du hors-travail. Or, dans la complexité de la crise, ce projet ne vaut que s'il touche à la

société tout entière. Mais ce qui touche à cette globalité relève du politique : non pas « politique » au sens étroitement du « partisan », mais politique au sens de la « cité », c'est-à-dire du « bien commun » et de la « chose publique ». Le projet touche à la politique ; toute ambition de projet oblige à maîtriser son rapport à la politique, et à le faire consciemment. La mission du syndicalisme est d'exprimer la demande salariale, de la faire déboucher par de l'action collective, d'en soutenir la possibilité par de la proposition. Le syndicat a sa fonction sociale, qui n'est ni celle d'un parti ni d'une association. Comme tout syndicat, la CGT se doit donc d'être totalement indépendante. Cela signifie-t-il qu'elle se désintéresse de l'existence, à l'échelle de toute la société, d'un large mouvement citoyen, capable de produire et de porter un projet centré sur le développement soutenable des capacités humaines ? Et si la responsabilité des structures politiques spécialisées est décisive dans la dynamique d'un tel mouvement, les syndicats et les associations peuvent-ils se contenter de déléguer aux partis la définition même et la gestion dudit mouvement ? En bref, ne conviendrait-il pas de délimiter les contours d'une articulation du social et du politique qui ne se réduise pas au face-à-face de la subordination et de la séparation ? Modèle travailliste, modèle social-démocrate et communiste, modèle syndicaliste-révolutionnaire... Les trois modèles ne sont-ils pas également

obsolètes aujourd'hui ? Mais par quoi les remplacer ?

Il n'y a pas aujourd'hui d'avenir soutenable du travail qui repose sur les logiques de l'accumulation continue de la marchandise et sur la méthode de son appropriation privative, sous forme de profit accumulé. S'il est une mise en commun à construire, elle repose sur cette ambition d'alternative ; s'il est une « communauté » à penser, elle se fonde sur ce projet et sur lui seul. Toute autre « communauté » est illusoire. Impossible, dès lors, de contourner cette évidence : un projet syndical conséquent ne peut vivre que par de la rupture avec les logiques aujourd'hui dominantes. Celles qu'irriguent les circuits financiers, les milieux patronaux dominants et les cénacles étroits de la « gouvernance ».

Créer du mouvement revendicatif dans la société actuelle n'a rien de simple ; cela suppose tout à la fois d'utiliser des formes traditionnelles (la grève, la manifestation) et d'inventer des formes nouvelles, collant aux formes contemporaines de la socialisation et de la communication interindividuelle. Peut-être doit-on s'ancrer alors dans une conviction : pour que ce mouvement créatif soit durable et pour qu'il puisse gagner, aujourd'hui comme demain, il faut plus que jamais raccorder le refus et la demande concrète à la vision claire d'une société nécessaire et possible. La base de l'indépendance, c'est le projet ; or il n'est aujourd'hui réaliste que s'il est alternatif. ● ROGER MARTELLI



Isabelle Lorand

Border l'écoute

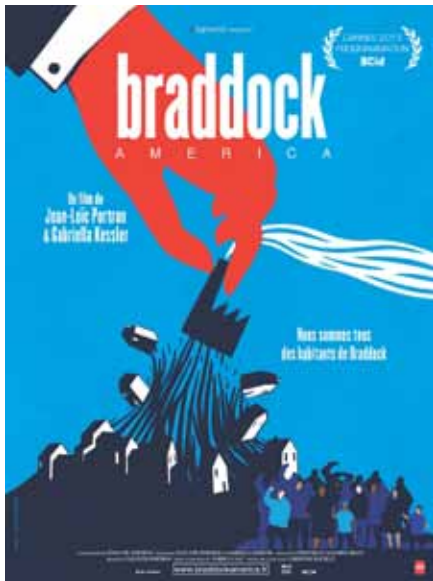
La dernière affaire concernant les écoutes de Nicolas Sarkozy et de son avocat pose la question des droits de la défense. Rappelons les faits : mis sur écoute dans le cadre d'une enquête sur le financement de la campagne de 2007 (la justice recherche un lien avec des financements libyens), les conversations entre l'ancien Président et son avocat Thierry Herzog ont révélé, selon le journal *Le Monde*, une violation du secret de l'instruction et un trafic d'influence dans le cadre de l'enquête Bettencourt. Pour s'élever contre ces écoutes entre un avocat et son client, des avocats ont fait connaître à l'AFP leur indignation. Maître Henri Lefebvre, estimé ancien président de la LDH, s'alarmait sur France Inter d'une atteinte aux droits de la défense. Il est naturel que les avocats s'inquiètent. Théoriquement, ils ne devraient pas : l'écoute sur mandat d'un juge est une pratique légale ; or nul, pas même un avocat, n'échappe à la loi. Mais le cas particulier des relations avocat-client

ouvre vers des problèmes plus vastes. Le contrôle judiciaire suffit-il à garantir la confidentialité et le non-usage abusif des données recueillies ? Plus généralement, l'écoute téléphonique, au départ exceptionnelle dans un cadre légal, est devenue une méthode courante. À l'arrivée, il y a le risque dont témoignent les récentes mésaventures américaines : la mise en surveillance généralisée, au nom des impératifs de sécurité. On ne peut continuer d'assister sans réagir à cette inflation d'écoutes légales et illégales permises par les technologies. Le droit doit s'attacher à encadrer.

Sinon ce n'est pas seulement la profession d'avocat qui est menacée. Cela risque d'être, plus largement, les libertés, publiques et privées. Au-delà, les affaires récentes sont l'indice d'une évolution grave de l'esprit public dans notre pays. Quand le culte de l'information rentable ou le cynisme de « l'efficacité politique » deviennent des vertus, c'est l'éthique qui vacille. Or sans projet et sans éthique, la politique est moribonde. Et sans politique vivace, la démocratie est en berne. ●

Braddock America

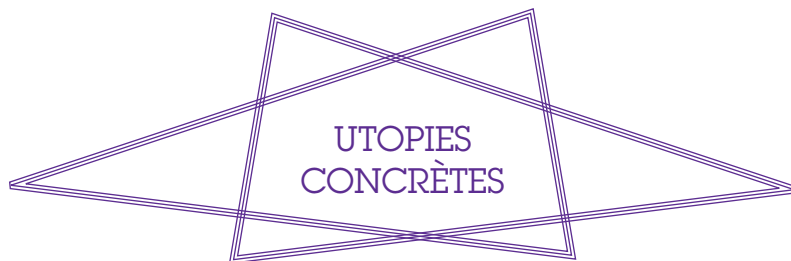
Documentaire couleur de Jean-Loïc Porton et Gabriella Kessler,
1h41. Sortie le 12 mars 2014.



Aux États-Unis aussi, quand les usines ferment, c'est un monde qui s'écroule sur ceux qui ont fait vivre une industrie ne laissant derrière elle que des friches, et le souvenir d'une prospérité partie ailleurs.

Comme un écho lointain, arty et esthétisant, de l'obscène émission animée par Yves Montand « Vive la crise » (1984), une publicité pour les jeans Levi's, tournée dans la ville de Braddock (Pennsylvanie), ancien haut lieu de la sidérurgie et la culture ouvrière américaines, affirme par une suave voix off, que *« peut-être que le monde se brise délibérément pour nous donner du travail et que les gens ne voient pas les opportunités qui nous entourent »*...

Nul sarcasme, sans doute, de la part des auteurs contre cette publicité scandaleuse qui voit le capitalisme se nourrir des friches qu'il a créées. Si le regard sur cette réalité post-industrielle est certainement politique, le style et le ton sont posés, évitant la harangue et l'agit prop'. Plusieurs travellings nous font entrevoir l'ampleur du désastre, des scènes nous montrent des élus et militants locaux



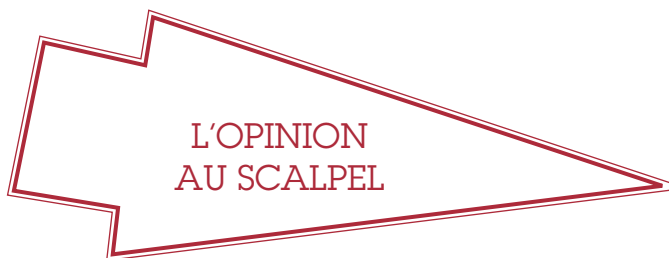
tendant d'endiguer la misère en essayant de mobiliser les habitants, des anciens ouvriers (certains sont syndicalistes) ou enfants de travailleurs évoquent le travail et le sacrifice de leur père (la place et le rôle des femmes sont peu traités).

RASER LES MAISONS, QUAND LE BUDGET LE PERMET

La dignité est rendue à ceux qui ont travaillé et se sont battus. D'ailleurs, ils se mobilisent encore en revendiquant un passé ouvrier. S'il arrive souvent aux protagonistes de pleurer, les réalisateurs ont su éviter les pièges du misérabilisme et du sensationnalisme. Il n'empêche qu'au-delà de la nécessité de faire vivre aujourd'hui l'entraide et la solidarité pour que survive la communauté, le constat est amer : la nation est ingrate et le capitalisme est allé augmenter son taux de profit ailleurs en bousillant une ville entière... Ville qui doit désormais raser une à une, quand le budget le permet, les maisons abandonnées qui menacent de s'écrouler, lutter contre les chiens errants ou se mobiliser contre la

fermeture programmée de l'hôpital – les malades ne rapportent pas assez. Le taux de lucidité de certains militants, quant à lui, est en hausse tandis que le mythe américain est en berne. La prospérité ne reviendra pas à Braddock.

Très bien construit (la monteuse, Véronique Lagoarde-Ségot a par ailleurs monté Cinq caméras brisées), Braddock America déploie classiquement un discours et des images qui rendent justice à une culture ouvrière sans verser, comme le fait souvent la télévision, des larmes de crocodile. L'utilisation des images d'archives, très diverses, sert le propos – la plupart du temps habilement. Si les réalisateurs, Jean-Loïc Porton et Gabriella Kessler ont su saisir plusieurs américanismes, il est évident que leurs propos ne se limite pas aux États-Unis et concernent, alors que la mondialisation et la financiarisation de l'économie s'accroissent, le devenir de nombreux bassins industriels de l'ancien monde (dont semblent maintenant faire partie les USA). Longwy et Florange ne se situent pas, paraît-il, du même côté de l'Atlantique. ● **TANGUI PERRON**



«Les électeurs FN pensent que la politique se fait sans eux»

À moins de deux semaines du premier tour de scrutin des municipales, comment se structurent les positions des électeurs? Un sondage effectué par Haris Interactive pour la chaîne LCP-AN permet de dégager quelques grandes tendances. Entretien avec Jean-Daniel Levy, le directeur du Département Politique & Opinion de l'institut de sondage.

Dans le sondage que vous venez de réaliser entre les 4 et 6 mars, 90 % des électeurs disent ne pas se positionner en fonction des enjeux nationaux. C'est considérable...

Il apparaît très nettement que la dimension locale structure la représentation et l'expression politique des Français. Cela ne veut pas dire que le local est déconnecté des enjeux gauche/droite. Ainsi, les candidats sans étiquette (ou qui se disent du « centre ») regroupent moins de 10 % d'intentions de vote. Second bémol, les enjeux nationaux sont présents mais non explicites. La manière de se positionner sur le local est aussi une façon de parler des enjeux nationaux. Ainsi, à défaut de se retrouver dans la politique gouvernementale, les électeurs de gauche vont avoir tendance à privilégier le local pour conforter leur vote. Les électeurs de droite mettent davantage en avant les enjeux nationaux. On continue de voir une droite extrêmement critique à l'égard de l'action de François Hollande et qui persiste à ne pas lui accorder sa confiance.

L'influence de la droite se lit également dans les thèmes mis en avant par les électeurs. Les trois priorités qui ressortent de notre sondage sont les impôts locaux, la gestion des finances publiques locales et la sécurité. Ces thèmes sont les trois premiers de notre échantillon total parce qu'ils sont nettement mis en avant par la droite (par exemple la sécurité est une priorité pour 68 % des UMP

et 61 % des électeurs FN). Un maire de droite semble le plus crédible pour mettre en œuvre ces trois priorités. Les électeurs de gauche placent comme priorité le logement, l'action sociale et les services publics.

Ceci est une tendance. Car en fait, on lit dans cette enquête une difficulté à départager les maires en fonction de leurs étiquettes politiques. Toutes tendances confondues, 79 % des Français indiquent que la personnalité des candidats jouera « beaucoup » ou « assez » dans leur choix. Et seuls 65 % des Français affirment faire de l'étiquette politique des candidats un critère de décision.

Pour résumer, on ne choisit pas son maire en fonction de son appartenance partisane, mais les choix qu'il met en avant dans sa gestion ou dans son programme rencontrent bien des sensibilités politiques typées. La gauche n'est pas parvenue à pouvoir être identifiée comme un gestionnaire local dominant à voir d'une action particulière et la distinguant de la droite.

Votre sondage indique que les ¾ des électeurs ont l'intention de voter. Autant que pour l'élection présidentielle à la même distance du vote. Faut-il donc s'attendre à une forte participation ?

Je serai beaucoup plus prudent. Le niveau d'intentions de vote n'est en fait pas très élevé. On sait qu'il est toujours supérieur à la réalité... Seuls 59 % des

«Les candidats sans étiquette regroupent moins de 10% d'intentions de vote.»

électeurs sans identification partisane se disent certains d'aller voter. Ce sont les plus nombreux. La surprise vient plutôt d'une légère surmobilisation des électeurs de gauche par rapport à ceux de droite. Se disent certains d'aller voter 88 % des électeurs Front de gauche, 85 % des lecteurs socialistes tandis que l'UMP ne mobilise que 82 % de ses électeurs et le FN 79 %. Et on ne mesure pas dans cette enquête l'impact des dernières affaires qui touchent la droite (Copé, Buisson, Sarkozy). Au total, il n'est pas certain que la droite parvienne à ses objectifs de reconquête.

Le Front de gauche est crédité d'un petit score de 6 %...

Ce chiffre doit être relativisé. Comme pour les Verts et le FN, le résultat dépend du nombre d'endroits où le Front de gauche, le Verts ou le FN auront des listes. Même si notre sondage n'est pas local, un lecteur qui s'apprête à voter pour les listes conduites par Anne Hidalgo alors qu'il est électeur communiste indiquera un vote socialiste... Ceci dit nous mesurons une difficulté politique pour le Front de gauche : certes, l'électorat de gauche est critique à l'égard de la politique de François Hollande. Mais il veut la réussite de la gauche. Jean-Luc Mélenchon en portant des critiques apparaît, aux yeux des électeurs déçus ou critiques à l'égard du Président, comme voulant l'échec de la gauche.

Un résultat a attiré mon attention : les électeurs FN sont ceux qui mettent en avant la participation des citoyens aux décisions (33 %). Cela décale notre regard...

Ce sont sans doute les électeurs qui se sentent les plus éloignés de la décision en général et des choix quotidiens en particulier. Ils expriment le plus fortement le sentiment d'une déconnexion entre leurs préoccupations et la décision publique. De manière plus nette que les autres électeurs, ils pensent que la politique se fait sans eux. On trouve certainement là une des explications de l'attractivité des candidats FN : ils seraient ceux qui nomment et restituent une forme de réalité. On crédite les candidats du FN d'une plus grande proximité avec la réalité vécue. Doublée d'une plus grande capacité à mettre des mots sur cette réalité. Qui dit le réel ? C'est devenu une question essentielle, un enjeu politique. Aujourd'hui, la définition du vécu apparaît davantage du côté du FN que du Front de gauche. La gauche de la gauche ne donne pas ce sentiment d'empathie ni de capacité à pouvoir nommer et produire du réel. ● CATHERINE TRICOT



Par Raymond Macherel
Valls et Philippot
sont sur
un plateau...

**Des paroles et des actes (DPDA),
par David Pujadas, France 2,
6 février 2014.**

Comme un diable communicant sorti de la boîte du FN depuis 2012, il y a l'énarque Philippot, doublure de Marine Le Pen dans les médias. Le bombardé vice-président de la formation d'extrême droite, chargé de la stratégie et de la communication, a du ressort et de l'appétit. À 32 ans, Florian Philippot enchaîne les émissions de premier plan, gravissant les échelons médiatiques. Il prend de la place dans la vitrine ripolinée de la boutique lepéniste : le visage lisse, la réponse à tout, l'esquive loquace. Et joue un rôle déterminant dans le brouillage idéologique entretenu par la fille Le Pen, caractéristique des stratégies fascistes. C'est un souverainiste qui aurait fait ses premières armes chez Chevènement, qui fleurit la tombe du général De Gaulle à Colombey-les-deux-Églises, qui se dit ni de droite ni de gauche, tout en alimentant sans faiblir les obsessions nationale, sécuritaire et migratoire du FN. Mais en moins tranchant que la châtelaine de Montretout, sur qui pèse l'ombre du père, en moins parvenu aussi. Car Philippot est plus habile à manier le programme, quand la Le Pen a le nez dans ses fiches. Plus à l'aise intellectuellement, beaucoup le considèrent plus dangereux. Pour les journalistes-maquignons qui sévissent à RTL et ailleurs, faisant commerce de

l'audience accordée au FN¹, ce diable de Philippot est d'abord un produit neuf. Car la fiction d'un FN idéologiquement purgé et renouvelé fait, elle aussi, vendre du temps de cerveau disponible.

LES FORCES SOMBRES

Par principe et par stratégie, l'extrême droite avance masquée. La « dédiabolisation » est un élément de langage lepéniste repris en boucle par des journalistes. Il n'y a pas mille façons d'affronter le FN, il faut enquêter, analyser chaque ligne de son programme, dévoiler les filiations de son corpus et de ses membres, pousser les discours de ses dirigeants jusque dans leurs conséquences.

Beaucoup dans la classe politique jouent avec le feu. Manuel Valls le premier, obsédé à creuser le sillon de Sarkozy et surfant, comme lui, sur les thématiques du FN. On se souvient qu'à l'automne, le ministre de l'Intérieur de Hollande mit sa démission dans la balance face à la scolarité brisée de la jeune Leonarda. Mais voilà que, le 2 février dernier, Valls s'inquiétait dans le *Journal du dimanche* de la montée des eaux fascistes : « *Le point commun avec les années 1930, c'est cet anti-républicanisme et la détestation violente des mots comme dans les actes de nos valeurs et de nos principes. [...] L'extrême droite traditionnelle, sa haine de la République, ce n'est pas*

1. (voir notre chronique « Marine Le Pen et l'apathie des médias », Regards, novembre 2013, <http://www.regards.fr/web/Marine-Le-Pen-et-l-apathe-des>, 7222)

nouveau. [...] Notre société est tourmentée par les forces sombres de la division. Devant cette menace, il appartient à tous les républicains de faire bloc et de se rebeller contre l'infâme. »

Quelques jours plus tard, le 6 février, lors d'un nouvel épisode de « Des paroles et des actes » (DPDA) sur France 2, David Pujadas mettait en scène un duel entre Valls et Philippot sur son plateau. L'émission était tout entière dédiée à « *l'œil sombre et aux mâchoires serrées* » du ministre de l'Intérieur, à ses mille manières d'occuper le devant de la scène, à sa libido présidentielle. Pujadas offrit à Philippot de gravir une marche supplémentaire. « *Il y a des forces sombres qui prospèrent* », répéta ce soir-là Valls, citant Dieudonné, Alain Soral, la théorie du genre. Il faut « *nommer les choses pour mieux les combattre* », ajoutait-il.

On sait que, pour Manuel Valls, les problèmes politiques sont d'abord des problèmes de communication. « *Les Français attendent de moi des résultats* », est l'alpha et l'omega de sa posture martiale et de son plan médias. Phrase qu'il répéta à foison lors de son DPDA. Mais voyons en détail comment, dans le duel face à l'extrême droite policée de Philippot, le ministre de l'Intérieur s'y est pris avec « les forces sombres ». Et comment il n'est pas allé au combat.

L'émission a commencé depuis environ 1 h30 lorsque Pujadas fait l'annonce : « *C'est le vice-président de Front national qui va se présenter face à fou... face à vous, Manuel Valls, pour évoquer la*

En organisant le duel Valls-Philippot, Pujadas permet à ce dernier de gravir une marche supplémentaire.

politique migratoire. » Un autre lapsus, un peu plus tôt dans l'émission, avait fait fourcher Valls sur l'affaire Dieudonné : « *Si c'était à refaire, je ne le referais pas.* » Musique. Générique : « Immigration : quelle vision ? » « *On enclenche le chronomètre pour 15 minutes, un quart d'heure, quelle question avez-vous à poser au ministre de l'intérieur ?* », demande Pujadas à Philippot. Plan large du plateau construit comme une arène saturée d'écrans. Luma descendante puis zoom sur le porte-parole du FN en cravate rouge.

FACE-À-FACE DE BIAIS

Philippot commence, d'une voix sans effets de manches : « *Chuis un peu embêté avec vous, parce que quand je vous entends sur l'immigration, parfois, je peux partager ce que vous dites. [...] Sur les Roms, on est parfaitement*

Le FN cherche à gagner en légitimité par l'énonciation de possibles convergences avec la politique de Valls.

d'accord. [...] Sur le regroupement familial, on est là aussi d'accord. » Une grosse ficelle de la stratégie FN est déjà là : chercher à gagner en légitimité par l'énonciation de possibles convergences. *« La difficulté c'est que, quand je regarde réellement ce que vous faites, les bras m'en tombent. »* On ne sait pourquoi, Valls opine. Dans le décor de France 2, des images de Roms défilent en grand.

D'emblée Valls prend Philippot de biais. Et parle à dessein longtemps, les yeux tournés vers Pujadas : *« Quand on affronte ces questions, qui ont été exploitées ces dernières années à des fins politiques... »* Il énumère les chiffres de l'immigration légale, vante l'immigration choisie. 7 minutes ont déjà passé. Philippot sort une première cartouche : *« Je ne comprends pas pourquoi vous avez dit il y a un an que la question de*

l'immigration familiale peut être posée. » Valls : *« Je ne l'ai pas dit »,* et le répète cinq fois. *« Ben vous auriez dû le dire »,* renchérit Philippot qui garde la main. Il ne reste que 5 minutes au compteur. Valls accepte d'entrer, un peu balbutiant, dans le face-à-face : *« Je vois là où vous voulez nous amener Monsieur Philippot : c'est de considérer que les étrangers, les immigrés en situation légale, et même ceux qui sont devenus Français, sont un problème pour la France et sont responsables de la situation économique et du chômage des Français. »* Philippot interrompt la paraphrase : *« Mais qui a dit ça ? »* Valls évoque *« le phénomène préoccupant [des] élites francophones africaines qui choisissent d'aller étudier au Canada et aux États-Unis. »* Philippot resserre l'étau lepéniste : *« Je suis d'accord avec vous »* sur la défense de la francophonie mais reprend son fil des *« filières étudiantes dévoyées »*. Il reste 30 secondes au compteur. Un gong retentit.

LE MATCH DES OBSESSIONS

Pourtant, Pujadas va prolonger le duel de 10 minutes pleines. Il relance Philippot sur une thématique FN : *« Je crois que vous vouliez aborder le problème de l'aide médicale d'État... »*, mais celui-ci poursuit longuement sur les chiffres du droit d'asile. *« Dernière question, si vous le voulez bien »,* demande l'affable Pujadas alors qu'on lui explose le chronomètre. C'est le moment que choisit Philippot pour dégainer sur deux sujets

d'actualité, accélérant spectaculairement son débit pour pouvoir placer les saillies prévues. D'abord la dénonciation de la « tournée électorale anti-Front national [...] payée par les fonds publics du ministère de l'Intérieur ». Puis l'attaque sur la stratégie du ministre dans l'affaire Dieudonné : « Vous vous êtes juste ridiculisé, parce que passer un mois sur l'affaire d'un humoriste, d'une quenelle... Vous avez déconsidéré votre fonction, [...] vous avez donné une image inquiétante de vous-même ». Pris à partie, Valls est contraint de sortir de sa réserve. Mais choisit de se tourner à nouveau vers Pujadas : « Je croyais qu'on allait parler d'immigration ! »

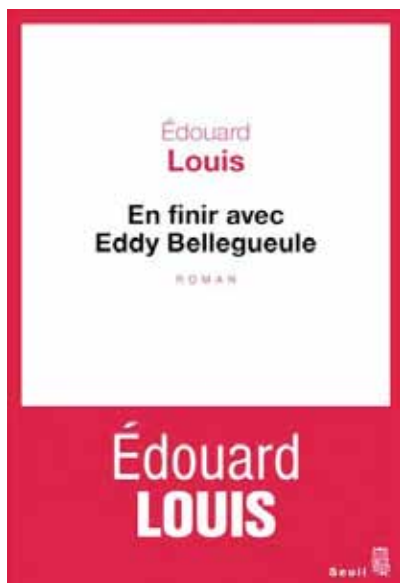
Valls veut croire alors que le masque du porte-parole du FN est tombé tout seul : « Vous montrez davantage votre vrai visage dans cette diatribe... » Au lieu de démonter l'argumentaire de son adversaire, de rendre les coups, Valls répond à Pujadas : « Il y a ceux qui utilisent la peur, et notamment la peur de l'autre, l'immigration, à des fins politiques... » Gros plan sur le visage placide de Philippot. Il va rester encore 4 minutes d'échanges. Mais Valls tournicote, entre incantation : « Je ne veux pas que ce soit le discours du Front national qui passe, qui soit entendu », et propos généraux : « Je suis républicain et je me bats contre ceux qui ne défendent pas l'idée que je me fais de la France. » Puis lâche cette phrase surprenante : « Je suis obsédé par la sécurité de mes concitoyens, obsédé, beaucoup plus que vous ! »

**« Je suis obsédé
par la sécurité de
mes concitoyens,
obsédé, beaucoup
plus que vous ! »**
Manuel Valls

Le combat contre les thèses du FN et les ressorts rhétoriques d'un Philippot n'a pas eu lieu. Dans cette émission comme dans d'autres, Manuel Valls en est resté au match des obsessions. Il préfère soigner sa posture. Mais le programme du FN, lui, a bien occupé le terrain. Voilà comment les machineries communisantes dénie la réalité des périls qui grimpent, des souffrances sociales laissées sans réponse, ni perspective. Voilà comment l'excitation des passions tristes prend le pas sur l'ardeur à produire un « nous » démocratique, sur l'élan à penser collectivement des issues positives. Ce que le philosophe Bernard Stiegler exprimait à sa manière lorsque, dans une conférence de 2003 dédiée aux électeurs du FN, il écrivait : « Quand au mal, il est avant tout, comme dénonciation du mal se substituant à la pensée, NOTRE renoncement, à nous qui nous inquiétons de l'avenir du nous, notre renoncement à la critique et à l'invention, c'est-à-dire au combat. » Il serait temps.

● **RAYMOND MACHEREL**

ON SIGNALE



À PROPOS DU LIVRE **EN FINIR AVEC EDDY BELLEGUEULE,** **ÉDOUARD LOUIS, SEUL**

Les ruptures sont rarement de paisibles promenades de santé. Par son premier roman, Édouard Louis, 21 ans, se purge avec fracas de son passé, et enterre celui qu'il était : « Eddy Bellegueule ». Il ne juge pas, il décrit. Sans pathos mais sans non plus prendre de gants. Il raconte le cauchemar quotidien qu'a été sa vie d'homosexuel dans un village pauvre de Picardie, où l'usine et le chômage sont les seuls horizons. Né au début des années 1990 avec une voix de tête et des « *grands gestes de folle* », Eddy grandit sous les insultes, les coups et les crachats de ses camarades de classe. Le lecteur n'échappera pas aux détails, il saura tout de cette salive qui s'écoule lentement sur son visage, « *jaune et épais, comme ces glaires sonores qui obstruent la gorge des personnes âgées ou des gens malades, à l'odeur forte et nauséabonde* ». Son père a honte de ce fils efféminé, incapable d'aimer le foot et d'avoir une copine comme les autres. Eddy passe toute sa jeunesse

à tenter de « *guérir* », à devenir « *un dur* » qui se saoule avec ses amis les week-ends à l'arrêt de bus et qui répète à qui veut l'entendre sa détestation des « *pé-dés* ». Mais lorsqu'il finit par comprendre qu'il ne parviendra jamais à rentrer dans la norme, il ne lui reste plus qu'une voie : la fuite. Une option théâtre au bac, loin du village, à Amiens, sera son échappatoire. C'est ainsi que le jeune homme tournera le dos à sa famille, son village, son milieu, avant de grimper à toute allure l'échelle sociale.

Aujourd'hui étudiant en philosophie et en sociologie à l'École normale supérieure, le « *rescapé* » restitue ses souvenirs encore brûlants avec la vivacité de celui qui sort à peine de l'enfer, mais aussi la distance et l'apaisement de celui qui est arrivé sain et sauf à l'autre rive. Bon connaisseur de Bourdieu, il intègre sans lourdeur dans son récit les leçons de la reproduction sociale. Quant au style, le jeune écrivain entremêle avec fluidité deux registres de langage : la langue littéraire du jeune intellectuel parisien qu'il est devenu et les formules brutes, crues, souvent vulgaires des siens, retranscrites textuellement en italique.

Il était inévitable que certains, comme le libraire Thibaut Willems, accusent le transfuge d'exprimer du « *mépris* » pour ses origines, d'« *humilier* » publiquement les membres forcément racistes, sales, homophobes et alcooliques de sa famille. N'en déplaît à une certaine vision enchantée de la « *décence ordinaire* » des « *gens de peu* », la misère matérielle peut, parfois, entraîner la misère morale. Le nier ne va pas résoudre le problème. Thibaut Willems aurait également voulu que, comme le fait Didier Eribon dans *Retour à Reims*, Édouard Louis analyse davantage les comportements de son milieu en termes de « *classe* » et de « *pouvoir* ». Mais comment demander à un roman d'être diplomatique, ou pire encore didactique ? Même si ce récit assume sa nature autobiographique, il n'en est pas moins une œuvre littéraire, qui n'a pas à s'excuser pour la violence qu'elle dégage. La honte sociale est une chose violente, tant pis pour ceux qui ne le supportent pas.

● LAURA RAIM



Leila Chaibi

Une vraie gauche qui a la patate

Les frites, c'est universel. Vieux, jeunes, riches, pauvres, athées, cathos, musulmans tout le monde mange des frites. Et puis c'est facile à faire, les frites.

Pas besoin d'un CAP cuisine pour savoir les cuisiner. Partant de ce double constat, dans l'arrondissement de Paris où je suis candidate aux municipales, nous avons décidé de louer une baraque à frites en guise de local de campagne ambulant.

Plusieurs fois par semaine, nous stationnons sur une place, au pied d'un immeuble ou à côté d'un marché. Les passants s'arrêtent alors spontanément, interpellés par la pancarte « Frites offertes » et par ce drôle de camion-snack habillé d'affiches politiques. Quelques secondes plus tard, une barquette de frites à la main, les discussions politiques s'enchaînent facilement dans une ambiance de fête de quartier. Si les frites ne remplacent pas nos tracts et notre programme politique, elles en sont la porte d'entrée. La convivialité est un outil pour échanger avec les citoyens, ces mêmes qui d'habitude slaloment à la sortie du métro entre les militants pour éviter d'avoir à refuser leurs tracts.

À quelques semaines du premier tour, comme à chaque élection, il flotte une ambiance d'overdose généralisée vis-à-vis des tracts distribués par tous les partis politiques. Or, dans une campagne médiatique bipolarisée entre le PS et l'UMP, pour être visible et exister face à ces deux mastodontes, nous devons nous singulariser. Cela passe notamment par la mise en œuvre de pratiques militantes qui tranchent avec les façons classiques de mener une campagne électorale.

Ces quelques patates offertes marquent les esprits. Et en permettant de nous faire connaître, elles sont un frein à l'abstention. Ils sont nombreux, autour de la baraque à frites, les électeurs qui ont voté Hollande en 2012 et nous font part d'un sentiment d'arnaque. Ils pensaient qu'une fois Sarkozy dehors et la « gauche » au pouvoir, leur vie allait changer. Deux ans plus tard, la politique de droite menée par le gouvernement socialiste leur a coupé l'envie de se déplacer aux urnes. Une fois passés par la baraque à frites, après s'être intéressés à ce qu'on raconte, ils savent qu'il existe une alternative au Parti socialiste : une vraie gauche qui a la patate. ●